



Appel à proposition d'articles pour la revue *Agora débats/jeunesses*

Des jeunes à l'épreuve de l'armée : entre vocations, contrats courts et « deuxième chance » (2019/2)

Dossier coordonné par Laurent Besse (*CeThis, université François Rabelais*) et Christel Coton (*CESSP, université Paris 1 Panthéon Sorbonne*)

Ce numéro entend interroger le relatif silence qui règne en sciences sociales sur l'expérience militaire des jeunes (hommes et femmes) qui ont, à un moment de leur parcours, « choisi » de s'engager dans l'armée française. Qui sont ces « jeunes » qui ont constitué l'armée comme un horizon professionnel crédible ? Se distinguent-ils/elles (et en quoi ?) de celles et ceux pour qui l'armée est restée, et reste encore aujourd'hui, invisible, impensable ou problématique ? La figure de premier employeur de France aujourd'hui revendiquée par l'institution militaire exclut-elle les ambitions d'encadrement moral et de redressement que l'armée a pu déployer à l'égard de la jeunesse française, en particulier depuis la généralisation de la conscription universelle ?

En sollicitant des articles sur les jeunes engagé-e-s volontaires, sur les régimes de formation, d'emploi et d'encadrement auxquels ils/elles sont soumis et, plus largement, sur les ambitions tout à la fois professionnelles, morales et symboliques que nourrit l'institution militaire à leur égard, cet appel entend contribuer à un renouvellement des approches et des travaux sur les rapports entre l'armée et les jeunes françaises.

La disparition du service national obligatoire le 1^{er} janvier 1997 semble avoir mis fin au vieux couple qui associait l'armée et la jeunesse depuis au moins la fin du XIX^e siècle, période où la conscription fut progressivement généralisée¹. Par-delà les fonctions de défense nationale que pouvait remplir la conscription universelle et par-delà les fonctions politiques adossées au modèle du « soldat citoyen », le départ au « service » – et l'ensemble des rites qui lui ont été progressivement associés (fête de conscrits, célébration du « per cent », passage devant le conseil de révision, « trois jours », etc.) – ont largement contribué à faire de l'armée une institution engagée, au même titre que l'école, dans l'institutionnalisation de la « jeunesse » et des différents cycles de vie amenés à scander la vie d'un homme. Jusque dans les années 1960, la « jeunesse » des garçons issus des classes populaires, ouvriers ou paysans se logeait « de l'école au régiment² », c'est-à-dire entre la fin de la scolarité obligatoire (13 puis 14 ans) et le départ à l'armée. On se mariait au retour du service et on entrait alors définitivement dans le monde des adultes. Puissante instance de consécration sociale et symbolique³, la conscription a également largement contribué tout au long du XX^e siècle à légitimer l'appréhension et la définition de soi comme « jeune » en faisant du critère de l'âge – la conscription étant « par excellence, une sélection par l'âge – une catégorie légitime de perception et d'identification⁴. Le service militaire a également largement contribué à fixer et à enraciner les

¹ Voir Odile Roynette, « Bon pour le service... L'expérience militaire de la caserne en France à la fin du XIX^e siècle, Belin, 2000 et Annie Crépin, *Histoire de la conscription*, Gallimard, 2009.

² Slogan de la Ligue de l'enseignement à partir de 1894 et le début de la croisade post-scolaire qui allait fortement contribuer à structurer l'éducation populaire.

³ Michel Bozon, *Les conscrits*, Paris, Berger-Levrault, 1981 ; Michel Auvray, « Les mythes qui font survivre le service », in Marc Bessin (dir.) *Autopsie du service militaire. 1965-2001*, Autrement, coll. Mémoires, Paris, 2002.

⁴ Ludvine Bantigny, *Le plus bel âge ? Jeunes et jeunesse en France de l'aube des « Trente Glorieuses » à la guerre d'Algérie*, Paris, Fayard, 2007, p 277

normes de la virilité juvénile en milieu populaire. Que ce soit en temps de paix⁵ ou en temps de guerre⁶ l'armée a constitué une véritable école de la masculinité légitime et un espace privilégié d'incorporation non pas seulement des techniques combattantes, mais plus largement de catégories de perceptions et de techniques corporelles profondément genrées, susceptibles d'alimenter et de renforcer les représentations et les inégalités entre sexes plus largement présentes dans le monde social. Les travaux des premiers historiens ou sociologues ayant pris l'institution (et non plus seulement la guerre ou les « batailles ») pour objet ont bien montré comment cette militarisation de la socialisation masculine favorisait, de façon presque invariante, la reproduction de l'ordre social sexué en apprenant aux conscrits à « être des hommes, c'est-à-dire à tenir une place de dominants dans les rapports sociaux entre les sexes⁷ ». Si la conscription, notamment dans ses formes les moins égalitaires (tirage au sort, remplacement), a longtemps suscité des réticences marquées prenant la forme d'insoumissions ou de désertions⁸, elle a progressivement pris place dans des temporalités sociales juvéniles partagées et légitimes, endossant alors des fonctions dépassant de loin le seul cadre militaire⁹.

Si nous disposons de quelques travaux à même d'éclairer les rapports que les « appelés » pouvaient ponctuellement entretenir avec l'institution militaire le temps de leur mobilisation¹⁰, nous sommes cependant beaucoup plus démunis lorsqu'il s'agit de comprendre les motivations, l'espace des possibles et les trajectoires spécifiques de ceux qui, soldats également, ont, aujourd'hui comme hier (où ils composaient déjà une part importante des troupes dans les casernes) « choisi » de s'engager dans l'armée, en devançant l'appel et en optant pour une véritable carrière sous l'uniforme¹¹. Longtemps tenu à distance des travaux consacrés à l'armée – plus volontiers attentifs au traitement réservé aux civils contraints de se transformer en militaires jusqu'à la « quille » –, le « soldat de métier », l'« engagé volontaire » semble toujours avoir été éclipsé par le « jeune » civil qui sommeillait sous les traits de l'appelé du contingent. La professionnalisation des armées n'a pourtant en rien transformé le public nodal de l'institution – l'âge moyen des militaires était en 2015 de 33 ans, soit 7 ans de moins que la population active dans son ensemble¹². Les morts de soldats sur les théâtres d'opérations rappellent régulièrement que ce sont bien souvent des hommes jeunes qui meurent¹³. Les « jeunes » n'ont ainsi évidemment pas disparus de l'armée avec la fin du service national.

Loin d'être dépassés ou marginaux, les rapports entre l'institution militaire et la jeunesse méritent en effet d'être examinés à nouveaux frais. La question est d'autant plus intéressante que, sans nier certaines spécificités du monde militaire, celui-ci n'est pour autant pas coupé du reste de la société. L'armée a connu depuis une vingtaine d'années les transformations subies par de très nombreuses entreprises et administrations, sans doute à un rythme plus rapide : restructurations des années 2000 qui s'apparentent aux restructurations industrielles, compressions d'effectifs, externalisation de nombreuses missions au privé, managérialisation, etc. Et ces transformations organisationnelles ont nécessairement modelé les conditions de travail et d'emploi des jeunes amenés à servir dans ses enceintes, que ce soit comme combattant, technicien ou personnel administratif. L'armée reste peut-être un entre-soi mais elle n'est pas un isolat.

⁵ Anne Marie Devereux, « Des appelés, des armes et des femmes. L'apprentissage de la domination masculine à l'armée. », *Nouvelles Questions féministes*, 1997, vol. 18, n°3/4, p. 49.

⁶ Branche, Raphaëlle, « Etre soldat en Algérie face à un ennemi de l'autre sexe », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, 2002, n°109-2.

Branche, Raphaëlle, « La masculinité à l'épreuve de la guerre sans nom », *Clio*, 2004, n°20.

⁷ Anne-Marie Devereux, *op. cit.*, p. 49

⁸ Alan Forrest, *Déserteurs et insoumis sous la Révolution et l'Empire*, Editions Perrin, Paris, 1988.

⁹ Jules Maurin, *Armée-guerre-société. Soldats languedociens (1889-1919)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1982.

¹⁰ Odile Roynette, *op. cit.* Marc Bessin, *op. cit.*, Louis Pinto, « L'armée, le contingent et les classes sociales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1975, n°3.

¹¹ A ce sujet, voir François Vieillescazes, « L'engagement volontaire dans l'armée de terre. Une analyse exploratoire », *Revue française de sociologie*, 1978, vol. 3, n° 19.

¹² Si on s'intéresse en particulier aux militaires du rang dans l'armée de terre, 90 % d'entre eux ont moins de 35 ans, 42 % ont moins de 25 ans.

¹³ La jeunesse est d'ailleurs un enjeu fort : après l'attaque d'Uzbin en Afghanistan en 2008 qui a vu la mort de dix soldats français, l'institution a communiqué sur l'âge des victimes afin de démontrer qu'il était comparable à celui de la moyenne des unités.

Si on ne compte que des soldats *de métier* dans l'institution aujourd'hui, ceux-ci ne sont ainsi pas pour autant tous devenus des militaires *de carrière* avec la mise en place de la professionnalisation de l'institution, loin s'en faut. Comme leurs homologues civils, les jeunes soldats, aujourd'hui volontaires et non plus « appelés », font le plus souvent l'expérience de la précarité dans l'emploi. Si les publications militaires insistent sur la dimension totale de l'engagement militaire, elles accordent moins de place à la dimension transitoire de cette expérience. La politique de contrat court instituée par l'institution militaire pour les moins qualifiés et les moins gradés construit l'armée comme un horizon professionnel ponctuel pour un nombre croissant de jeunes entrant sur le marché du travail, notamment en période de chômage de masse et de difficile valorisation des titres universitaires. L'armée se présente ainsi comme l'un des premiers employeurs français (263 350 postes dont 202 964 militaires) mais surtout comme l'un des premiers recruteurs avec 19 351 recrutements de militaires en 2015¹⁴. Compte-tenu du turn-over important que l'on peut observer chez les militaires du rang (nécessairement contractuels et contraints à des carrières courtes) – mais également dans une moindre mesure chez les cadres (qu'ils soient sous-officiers, voire officiers¹⁵) –, l'effort de recrutement est considérable. L'armée dispose à cet effet d'un appareil complet de formations académiques (allant de l'enseignement secondaire jusqu'aux grandes écoles) et professionnelles délivrant des certifications militaires présentées comme aisément convertibles dans le civil, et ce même pour les moins gradés de ses membres (télécommunication, logistique, génie militaire et civil, restauration, etc.) L'exposition à l'apprentissage et à la formation proprement militaire sont ainsi loin d'avoir disparu de l'horizon de la jeunesse, et ce d'autant plus que l'institution n'a cessé de multiplier depuis le début des années 2000 les campagnes et dispositifs susceptibles d'attirer le volant de recrues nécessaires : campagnes médiatiques remarquées, développement de partenariats entre le monde scolaire et le monde militaire, et ce à tous les niveaux du système scolaire (primaire, secondaire et supérieur, enseignement professionnel et général), etc. Ces recrues, sont tous (et toutes) des jeunes au sens biologique et démographique du terme : l'âge maximum légal de 32 ans est rarement atteint.

Enfin, aujourd'hui comme hier, l'armée continue de se présenter comme une institution engagée dans la lutte contre l'exclusion des « jeunes » et l'intégration des fractions les plus fragilisées de la jeunesse. La lutte contre l'illettrisme ou la délinquance juvénile ont ainsi régulièrement inspiré la mise en place de dispositifs de soutien et d'accompagnement dans les armées, que ce soit dans le cadre du service militaire ou plus récemment en parallèle des missions proprement militaires et opérationnelles confiées à ses membres¹⁶. La création du SMV (Service militaire volontaire) destiné aux jeunes en difficulté – « une chance pour prendre sa place dans la société¹⁷ » – en 2015, n'a suscité qu'un faible écho, y compris chez les spécialistes des politiques de jeunesse. Elle s'inscrit pourtant dans une tradition ancienne, le service militaire adapté d'Outremer (SMA), qui témoigne d'une mission historiquement confiée à l'armée. Cette institution « forte et structurante¹⁸ » se présente encore aujourd'hui comme une alternative pertinente quand il s'agit de gérer les cas problématiques de jeunes issus des milieux populaires ayant des difficultés d'insertion. On reconnaît ici une tradition ancienne, celle de la gestion des « fortes têtes » et du passage par l'armée comme expérience rédemptrice¹⁹.

¹⁴ Bilan social des armées 2015 : <http://www.defense.gouv.fr/sga/le-sga-en-action/ressources-humaines/bilan-social>. À titre de comparaison, le groupe SNCF pour un effectif global comparable a procédé à 3000 recrutements en 2015, année pourtant faste.

¹⁵ Une part croissante des officiers est placée sous contrat depuis les années 2000. Et ce sont près de la moitié des sous-officiers de l'armée de terre qui officient en tant que contractuels.

¹⁶ Marc Bessin, « L'armée et l'illettrisme. Remarques sur la fonction de dépistage de la conscription militaire », *Agora débats/jeunesses*, n° 15, 1^{er} trimestre 1999, pp. 57-67, et pour une présentation d'ensemble des dispositifs associés au déploiement du rôle social des armées, lire la publication de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), *Le Rôle social des armées. Perspectives comparatives et actualité*, Laboratoire de l'IRSEM, 2012, n° 12.

¹⁷ <http://www.defense.gouv.fr/smv/vous-etes-un-jeune>

¹⁸ <http://www.defense.gouv.fr/smv/vous-etes-un-jeune>

¹⁹ Sylvain Mary, « La genèse du service militaire adapté à l'Outre-Mer. Un exemple de rémanence du passé colonial dans la France des années 1960 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 2016/4 (N° 132), p. 97-110.

Les rapports entre jeunesse et armée que ce numéro se propose d'explorer pourront être étudiés selon 3 axes :

1. Des classes de jeunes sous l'uniforme. Comment devient-on militaire ?

Les jeunes engagés d'aujourd'hui sont le plus souvent représentés sous les traits de jeunes soldats, officiant sur le terrain ou dans des positions subordonnées. Si cette figure domine dans les campagnes de recrutement destinées au grand public, c'est en premier lieu parce que ce sont avant tout ces profils de candidats qu'il faut recruter « en masse » pour couvrir les besoins de l'institution. Si la majorité des jeunes sous l'uniforme sont donc bien issus des catégories populaires et des fractions les moins diplômées de la jeunesse, ils ne sont pas les seuls à officier dans les établissements militaires. Les emplois « disponibles » sont très divers et l'institution dispose de filières de recrutement multiples : chaque année, les nouveaux entrants peuvent prétendre à des fonctions tout à fait éloignées : on compte des futurs cadres supérieurs formés en école militaire (Saint-Cyr, École navale, etc.), des futurs militaires du rang parfois faiblement qualifiés à leur entrée dans l'armée, des jeunes diplômés du supérieur court appelés à occuper des positions de cadre intermédiaire (sous-officier) ou des futurs « spécialistes » inscrits dans des spécialités dites « civiles » (communication, droit, ressources humaines, restauration, etc.). On trouve dans l'armée une très grande diversité sociale, ce qui ne veut pas dire pour autant qu'elle est un creuset où se fonderaient les différences sociales, ni que cette diversité ne reproduit pas la hiérarchie sociale d'ensemble²⁰. L'armée recrute des enfants de certaines fractions de l'aristocratie, de la bourgeoisie, des catégories intermédiaires et surtout des catégories populaires. De façon plus originale, elle les met en contact puisque les nécessités opérationnelles et l'esprit de corps imposent une promiscuité sociale forte entre jeunes recrues et créent des rencontres qui sont relativement peu probables en milieu civil.

Quels effets produisent ces interactions sur les jeunes en fonction de leur milieu d'origine, de leurs trajectoires et de la position qu'ils occupent et aspirent à occuper en interne ? Que sait-on des viviers de recrutement de l'armée, que ce soit pour les militaires du rang, les sous-officiers ou les officiers ? Quelles étapes conduisent à « s'engager » ? Qu'en est-il des recrutements parmi les populations dites « d'origines immigrées » ?²¹ Dans les familles de traditions militaires ? Dans les régions traditionnellement pourvoyeuses (l'ancien Est militaire notamment – Lorraine, Champagne – où les garnisons ont souvent fermé) ? Comment peut-on qualifier les logiques de RH mises en place dans les armées, alors que les impératifs de la RGPP (révision générale des politiques publiques) côtoient maintenant dans l'institution, et ce depuis plusieurs décennies, les appels à l'engagement total, au sacrifice et au don de soi ? Comment s'articulent les différentes motivations à l'engagement ou les différentes façons d'incarner le métier de militaire qui peuvent différer selon les catégories de grade et les origines de recrutement des un·e·s et des autres. Comment ces différences de recrutement et de profils sociaux et scolaires travaillent-elles les modalités de commandement et d'obéissance attendues et observées dans les unités ou les établissements militaires ?

On l'a vu, l'une des transformations importantes des quinze dernières années a été la généralisation des recrutements « sous contrat », c'est-à-dire pour un temps déterminé, tant pour les militaires du rang que pour les officiers, ce qui constitue une mutation importante, à mettre en relation avec les transformations générales des conditions d'emplois dans la société française. Comment redevient-on civil ?

Beaucoup parmi les militaires du rang mais également certains officiers quittent l'armée assez rapidement, notamment durant la première année d'engagement où le taux de démission peut être relativement important, en particulier chez les militaires du rang (28,7 % en moyenne de 2008 à 2011)²². Une partie importante donc de soldats encore jeunes se « reconvertissent » et choisissent de ne pas investir l'institution militaire comme un espace des possibles professionnels. Comment cette expérience militaire est-elle réinvestie ? Comment l'institution accompagne-t-elle ces reconversions ? Que reste-t-il de l'expérience militaire et des dispositions qu'elle a pu forger et entretenir ?

²⁰ Christel Coton, *Officiers : des classes en lutte sous l'uniforme*, Agone, 2017. Nicolas Mariot, *Tous unis dans la tranchée ? 1914-1918, les intellectuels rencontrent le peuple*, Le Seuil, coll. « L'Univers historique », 2013

²¹ Christophe Bertossi et Catherine Wihtol de Wenden, *Les Couleurs du drapeau. L'armée française face aux discriminations*, Paris, Robert Laffont, 2007.

²² Source : Rapport parlementaire 2011 <http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/budget/plf2012/a3809-tIV.pdf>

2. De la féminisation au genre dans l'institution militaire : un nouvel espace des possibles professionnels pour les jeunes masculins et féminins ?

L'armée a connu un phénomène de féminisation depuis une vingtaine d'années qui contraste avec son image ancestrale de corps viril par excellence. Aujourd'hui environ 15 % des militaires sont des femmes²³. Certes cette évolution a été très inégale selon les armes, les grades et les spécialités d'emploi. Mais elle n'en constitue pas moins un phénomène important, qui s'est opéré de manière peut-être plus rapide que dans d'autres institutions. Quelles en sont les formes concrètes ? Quels effets a-t-elle ou non produit en matière d'endogamie ? Que signifie être aujourd'hui militaire femme et militaire homme mais également conjoint/conjointe de militaire, en matière de carrière, de choix de vie dans des métiers où le « célibat géographique » (selon le jargon maison) est important (manœuvres, formation, opérations extérieures). Comment la question du genre a-t-elle été prise en compte par l'institution ? Il s'agit plus particulièrement ici de solliciter des travaux prenant certes en compte la question de la féminisation des corps militaires, mais également celle de l'ancrage juvénile des femmes amenées à endosser l'uniforme. Il s'agit également d'inviter les propositions d'articles s'efforçant de mieux comprendre le sens et les fonctions d'un engagement dans l'armée pour les fractions féminines des candidats au métier, que celles-ci soient issues des catégories supérieures et/ou inscrites dans les parcours dits « d'excellence académique » (grande école militaire, recrutement universitaire) ou que celles-ci soient originaires de catégories sociales moins dotées sur le plan scolaire et social. Les propositions mettant l'accent sur la comparaison, toutes choses égales par ailleurs, des femmes militaires (ou candidates militaires) et de leurs équivalents « civiles » seront tout particulièrement valorisées. Si les travaux ne manquent pas quand il s'agit de cerner le profil des femmes exerçant dans l'institution et de comparer leurs perspectives de carrières, leurs aspirations professionnelles et familiales à celles de leurs collègues masculins²⁴, on manque encore de données susceptibles d'ancrer plus fermement ces dernières dans un espace social plus large, ne se limitant pas aux frontières de l'institution : dans quelle mesure et selon quelles modalités un engagement militaire distingue-t-il les femmes des classes populaires, moyennes ou supérieures, de leurs homologues n'envisageant même pas l'orientation militaire ? Les écarts par rapport aux normes et aux attendus du genre s'expriment-ils de la même manière dans les différentes fractions du monde social ?

3. Former la jeunesse, recadrer les jeunes

Depuis la III^e République au moins, l'armée a prétendu jouer un rôle dans la formation de la jeunesse et par-là de la nation : école de patriotisme mais également école de la virilité et des valeurs. Cette fonction d'encadrement moral de la jeunesse²⁵, qui pouvait également prendre la forme d'une « école de la 2^{de} chance », tant par les différents cours qui étaient proposés aux conscrits que par le déploiement en interne, à l'intention des membres de l'institution, de filières de formation scolaires autorisant des petites promotions sociales et professionnelles²⁶, ne s'est pas déployé uniquement dans les enceintes militaires et à destination des seules populations placées sous son commandement. L'armée continue de se voir mobilisée quand il s'agit d'accompagner et de remotiver des « jeunes » n'ayant pas trouvé leur place dans l'institution scolaire. Ainsi en est-il des établissements associés au plan « Défense deuxième chance », aujourd'hui EPIDE – établissements pour l'insertion dans l'emploi – dans lesquels d'anciens cadres militaires sont appelés à ramener dans

²³ Source : *Bilan social des armées 2015* p. 16. Le taux varie de 10,2 % (Terre) à 22,1 % (Air)

²⁴ Claude Weber (dir.), *Les femmes militaires*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2015 ; Katia Sorin, *Femmes en armes, une place introuvable ? Le cas de la féminisation des armées françaises*, Paris, L'Harmattan, 2003.

²⁵ Sans oublier sa forme la plus répressive avec les bagnes coloniaux : Dominique Kalifa, *Biribi. Les bagnes coloniaux de l'armée française*, Paris, Perrin, 2009.

²⁶ Christel Coton, « Passer au fil de la plume. La délicate conversion des officiers combattants en officiers rédacteurs », in Coton C. et Proteau L., *Les paradoxes de l'écriture. Sociologie des écrits professionnels dans les institutions d'encadrement*, Rennes, PUR, 2012 ; Marly Mathieu, Lembre Stéphane, « À l'école du régiment. Instruction, culture scolaire et promotion dans les rangs de l'armée française au XIX^e siècle », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 2014/1 (n° 48), p. 145-161.

le droit chemin certains « jeunes » des quartiers déshérités, ou encore des expériences qui mobilisent des militaires pour « resocialiser » de jeunes délinquants²⁷.

La fin du service s'est accompagnée de la création de la JAPD (journée d'appel et de préparation à la défense) devenue depuis JDC (journée Défense et citoyenneté) ouverte aux deux sexes et destinée à conserver un lien entre l'armée et les « jeunes » mais aussi à recruter. Peu de travaux ont proposé une étude de ces « journées », et notamment des différentes réactions et représentations qu'elles pouvaient susciter, que ce soit du côté du public ou du côté des militaires qui les animent. Une attention particulière pourrait ainsi être portée aux enseignements à la Défense qu'elle véhicule et que l'on voit également se déployer dans les programmes et les activités scolaires que cette journée est censée couronner.

À l'autre extrémité de la pyramide sociale, l'armée continue également à jouer un rôle dans la formation des élites, que ce soit en inscrivant ses formations et ses élèves officiers dans des réseaux et des partenariats constitués autour des plus grandes écoles de commerce et de gestion, ou en participant de plus en plus nettement au financement et à l'organisation de la recherche à travers notamment le secteur de l'armement et la DGA (délégation générale à l'armement). On n'oubliera pas non plus le fait que le cursus de la plus prestigieuse école d'ingénieurs, l'École polytechnique, comporte toujours une formation générale et humaine de six mois, qui s'effectue majoritairement au sein d'une unité de l'armée. Les propositions d'article attentives à la militarisation de certaines formations initiales managériales en école civile et aux modalités de participation des fractions les plus dotées de la jeunesse aux nombreux dispositifs de rencontre entre civils et militaires que l'armée a mis en place ces dernières décennies seront également valorisés²⁸.

Il convient également de revenir sur la récurrence des projets de « retour au service », qui ont une nouvelle fois fleuri à l'occasion de la dernière campagne électorale. Plusieurs candidats ont inscrit le service à leur programme. Dans quelle mesure ces propositions témoignent-elles, au-delà des postures électorales, de la permanence d'une idéologie du « tribut de service » dû par la jeunesse à la société ? Les dernières décennies du service²⁹ s'étaient accompagnées du développement de l'objection de conscience et par ailleurs d'un renouveau de l'antimilitarisme. Au cours de la période la plus récente, la fin du service militaire a, semble-t-il, réduit l'audience des courants pacifistes et antimilitaristes, et il est notable qu'à la différence de la Grande-Bretagne ou de l'Allemagne, les engagements militaires au Proche-Orient ou en Afrique n'ont pas donné lieu en France à des manifestations d'opposition très visibles³⁰. Si la police suscite une opposition idéologique théorisée à l'extrême-gauche, l'armée semble aujourd'hui être relativement oubliée, alors même que l'engagement militaire français à l'extérieur et les doctrines qui lui sont associées mobilisent des cadres d'analyse et de perceptions des populations civiles qui savaient mobiliser en leur temps³¹. Des études sur le passé et les présents de l'antimilitarisme, du pacifisme et de la non-violence chez les jeunes seraient bienvenues. Si des comparaisons internationales peuvent nourrir les analyses des contributions, celles-ci devront en priorité traiter le cas des armées françaises.

²⁷ Pour une présentation d'ensemble des dispositifs associés au déploiement du rôle social des armées, lire la publication de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), *Le Rôle social des armées. Perspectives comparatives et actualité*, op. cit.

²⁸ Sur ce point, voir par exemple Fabrice Hamelin, « Les relations armées-sociétés au niveau local : le réseau associatif de l'IHEDN », *Les champs de mars*, 2002, n°11. Voir également Andrée Michel, « Le complexe militaro-industriel, la guerre du Golfe et la démocratie en France », *L'Homme et la Société*, 1991, n° 99-100.

²⁹ Gracieux Christophe, « Jeunesse et service militaire en France dans les années 1960 et 1970. Le déclin d'un rite de passage », in Ludivine Bantigny et Ivan Jablonka (dir.), *Jeunesse oblige. Histoire des jeunes en France (XIXe-XXIe siècles)*, Paris, Presses universitaires de France, 2009, p. 212-224.

³⁰ Raphaël Granvaud, *Que fait l'armée française en Afrique ?*, Marseille, Agone, 2009 ; Marie-Monique Robin, *Escadrons de la mort, l'école française*, Paris, La Découverte, 2004, 2008.

³¹ Voir sur ce point les travaux de Georges Vidal, notamment *La grande Illusion ? Le parti communiste français et la Défense nationale à l'époque du Front populaire*, Lyon, PUL, 2006 ; et également Grégory Daho, « L'érosion des tabous algériens. Une autre explication de la transformation des organisations militaires en France », *Revue française de science politique*, 2014/1, vol. 64 ; Mathieu Rigouste, « L'ennemi intérieur, de la guerre coloniale au contrôle sécuritaire », *Cultures & Conflits*, 2007, n° 67.

Bibliographie

- Auvray, Michel, « Les mythes qui font survivre le service », in Marc Bessin (dir.) *Autopsie du service militaire. 1965-2001*, Autrement, coll. Mémoires, Paris, 2002
- Bantigny, Ludivine, *Le plus bel âge ? Jeunes et jeunesse en France de l'aube des « Trente Glorieuses » à la guerre d'Algérie*, Paris, Fayard, 2007
- Bertossi, Christophe et Wihtol de Wenden, Catherine, *Les Couleurs du drapeau. L'armée française face aux discriminations*, Paris, Robert Laffont, 2007.
- Bessin, Marc (dir.) *Autopsie du service militaire. 1965-2001*, Autrement, coll. Mémoires, Paris, 2002
- Bessin, Marc, « L'armée et l'illettrisme. Remarques sur la fonction de dépistage de la conscription militaire », *Agora Débats-Jeunesses*, n° 15, 1^{er} trimestre 1999, p. 57-67
- Bozon, Michel, *Les conscrits*, Paris, Berger-Levrault, coll. « Arts et traditions populaires », 1981.
- Branche, Raphaëlle, « Etre soldat en Algérie face à un ennemi de l'autre sexe », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, 2002, n°109-2
- Branche, Raphaëlle, « La masculinité à l'épreuve de la guerre sans nom », *Clio*, 2004, n°20
- Buton, François. « Quand les disponibles ne veulent pas l'être. Le « Mouvement des rappelés » pendant la guerre d'Algérie », *Obéir, désobéir*. La Découverte, 2008, p. 181-197.
- Crépin, Annie *Histoire de la conscription*, Paris, Gallimard, 2009
- Coton, Christel, *Officiers : des classes en lutte sous l'uniforme*, Agone, 2017.
- Coton, Christel, « Passer au fil de la plume. La délicate conversion des officiers combattants en officiers rédacteurs », in Coton C. et Proteau L., *Les paradoxes de l'écriture. Sociologie des écrits professionnels dans les institutions d'encadrement*, Rennes, PUR, 2012.
- Coton, Christel « La virilité guerrière en question. Les officiers face à un paradoxe de l'excellence », *Sextant*, 2009, n° 29.
- Devreux, Anne-Marie, « Hélène H., volontaire du service féminin », in Bessin M. (dir.), *Autopsie du service militaire 1965-2001*, Paris, Autrement, 2002, p. 111-116
- Devreux, Anne-Marie, « Du balai au fusil, l'apprentissage de la domination masculine à l'armée », in Bessin M. (dir.), *Autopsie du service militaire 1965-2001*, Paris, Autrement, coll. Mémoires, 2002, p. 117-123
- Devreux, Anne Marie, « Des appelés, des armes et des femmes. L'apprentissage de la domination masculine à l'armée. », *Nouvelles Questions Féministes*, 1997, vol. 18, n°3/4, p 49
- Favre, C., « La pin-up US, un exemple d'érotisme patriotique », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n° 35, 2012, p. 239-244
- Forrest, Alan, *Déserteurs et insoumis sous la Révolution et l'Empire*, Editions Perrin, Paris, 1988
- Gracieux, Christophe, « Le crépuscule du « bon pour les filles ». La sexualité des conscrits français dans les années 1960 et 1970 », in Véronique Blanchard, Régis Revenin et Jean-Jacques Yvrol (dir.), *Les Jeunes et la sexualité. Initiations, interdits, identités (XIX^e-XXI^e siècle)*, Paris, Autrement, 2010, p. 311-321.
- Gracieux, Christophe, « Jeunesse et service militaire en France dans les années 1960 et 1970. Le déclin d'un rite de passage », in Ludivine Bantigny et Ivan Jablonka (dir.), *Jeunesse oblige. Histoire des jeunes en France (XIX^e-XXI^e siècles)*, Paris, Presses Universitaires de France, 2009, p. 212-224.
- Hamelin, Fabrice, « Le combattant et le technocrate. La formation des officiers à l'aune du modèle des élites civiles », *Revue française de science politique*, 2003, vol. 53, n° 3
- Hamelin, Fabrice, « Les relations armées-sociétés au niveau local : le réseau associatif de l'IHEDN », *Les champs de mars*, 2002, n°11
- Hippler, Thomas, *Soldats et citoyens. Naissance du service militaire en France et en Prusse*, Paris, PUF, 2006.
- Joana, Jean, « La "condition militaire" : inventions et réinventions d'une catégorie d'action publique », *Revue française de science politique*, 2002, vol. 52, n° 4, p. 457
- Kalifa, Dominique, *Biribi. Les bagnes coloniaux de l'armée française*, Paris, Perrin, 2009.
- Léger, Jean-François, « Pourquoi des jeunes s'engagent-ils aujourd'hui dans les armées ? », *Revue française de Sociologie*, vol. 44, n° 4, 2003, p. 713-734
- Mary, Mathieu et Lembré Stéphane, « À l'école du régiment. Instruction, culture scolaire et promotion dans les rangs de l'armée française au XIX^e siècle », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 2014/1 (n° 48), p. 145-161
- Mary, Sylvain, « La genèse du service militaire adapté à l'Outre-Mer. Un exemple de rémanence du passé colonial dans la France des années 1960 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 2016/4 (N° 132), p. 97-110
- Mariot, Nicolas, *Tous unis dans la tranchée ? 1914-1918, les intellectuels rencontrent le peuple*, Éd. du Seuil, coll. « L'Univers historique », 2013
- Menesson, Christine., « Être une femme dans un sport "masculin" », *Sociétés contemporaines*, n° 55, 2004, p. 69-90.

- Pinto, Louis, « L'armée, le contingent et les classes sociales », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1975, n°3
- Prévot, Emmanuelle, « Alcool et sociabilité militaire : de la cohésion au contrôle, de l'intégration à l'exclusion », *Travailler*, 2007, vol. 2, n° 18.
- Quemin, Alain, « Modalités féminines d'entrée et d'insertion dans une profession d'élites : le cas des femmes commissaires-priseurs », *Sociétés contemporaines*, n° 29, 1998, p. 87-106.
- Michel, Andrée, « Le complexe militaro-industriel, la guerre du Golfe et la démocratie en France », *L'Homme et la Société*, 1991, n° 99-100.
- Roynette, Odile, *Bon pour le service. L'expérience militaire de la caserne en France à la fin du XIXème siècle*, Paris, Belin, 2000
- Sorin, Katia, *Femmes en armes, une place introuvable ? Le cas de la féminisation des armées françaises*, Paris, L'Harmattan, 2003.
- Teboul, Jeanne, *Corps combattant. La production du soldat*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, coll. « Ethnologie de la France », 2017
- Teboul, Jeanne, « Les filles et le choix de la carrière militaire », Master 2 sous la direction d'Agnès Fine, EHESS, laboratoire LISST-CAS, 2008.
- Teboul, Jeanne, « Combattre et parader. Des masculinités militaires plurielles », *Terrains & travaux*, 2015/2 (N° 27), p. 99-115
- Thura, Mathias, 2014, « Dépêchez-vous d'attendre ! Travail militaire et socialisation au combat », *Terrain*, n° 63, pp. 54-71.
- Vieillescazes, François, « L'engagement volontaire dans l'armée de terre. Une analyse exploratoire », *Revue française de sociologie*, 1978, vol. 3, n° 19
- Weber, Claude, *A genou les hommes, debout les officiers ! La socialisation des Saint-Cyriens*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2012.
- Weber Claude (dir.), *Les femmes militaires*, Rennes, PUR, 2015.

CALENDRIER

Remise des propositions d'articles (1 à 2 pages avec la problématique, la méthodologie et le plan de l'article et une courte notice biographique à envoyer aux deux coordonnateurs pour le : **10 janvier 2018**

Sélection des propositions d'articles et réponse aux auteurs : **10 février 2018**

Remise des articles : **15 juin 2018**

Les articles (entre 30 000 et 35 000 signes) préciseront la problématique, les données empiriques mobilisées, le cadre dans lequel l'étude a été menée, la méthodologie employée et les résultats obtenus).

COORDINATION DU NUMERO

Laurent Besse (CeThis, Université François Rabelais, laurent.besse@univ-tours.fr) et Christel Coton (CESSP, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne – christel.coton@gmail.com)

Rédaction d'*Agora débats/jeunesses*

Yaëlle Amsellem-Mainguy : amsellem-mainguy@injep.fr

Marianne Autain : autain@injep.fr